

Entretien

Surpêche : « les subventions sont le problème principal »

Le Parlement européen a adopté, pour la première fois depuis quinze ans, le retour des aides pour de nouveaux navires de pêche. Ce vote pourrait aggraver la surexploitation des stocks de poissons et relance le débat sur la surpêche. Daniel Pauly, grand spécialiste des ressources marines et responsable du groupe de recherche international "Sea around us", décrypte ce phénomène.

par Antoine Lagadec

12 AVRIL 2019 / 0 COMMENTAIRE

Dans l'actu

evue des Deux Mondes – La surexploitation des ressources marines entraîne, depuis de nombreuses années, une diminution inquiétante des stocks de poisson. La sonnette d’alarme a été tirée en 1980 par les organisations de protection de l’environnement. Les États européens se sont accordés sur une politique commune des pêches (PCP) pour préserver les stocks de poissons. Cette politique est-elle efficace ?

Daniel Pauly – La PCP a fait l’objet d’une révision totale. Elle a été réformée en 2013 sous la direction de la commissaire européenne en charge de la pêche et des affaires maritimes Maria Damanaki. Cette dernière est parvenue à créer un esprit de travail dynamique autour de la reconstitution des stocks européens. La commission avait annoncé de nouveaux paramètres, de nouvelles intentions.

Il semble que, dans l’ensemble, l’état des stocks européens est moins mauvais qu’avant. Mais c’est peu dire... Prenons un stock pour lequel la situation est très claire, celui du thon rouge. Ce dernier a été exploité pendant des centaines d’année. Mais depuis le développement des pêcheries industrielles, son stock a diminué d’au moins 90%. Or la production maximale pourrait s’atteindre autour de 50% de stock disponible. Notre intérêt direct serait donc de laisser ce stock se reconstituer. Mais on ne peut le faire que si on réduit encore davantage les quotas.

« La reconstitution des stocks de poisson est toujours menacée par son propre succès. »

Le paradoxe est qu’une politique des quotas raisonnable et efficace, qui permettrait une reconstitution des stocks, conduira inmanquablement les jeunes pêcheurs à dire qu’ils n’ont jamais vu autant de poissons ! Ils empêcheront ainsi la continuation de la reconstitution du stock. C’est pourquoi on ne peut jamais reconstituer ce dernier à son optimum, ou du moins à son état antérieur car l’augmentation constatée attire les convoitises. La reconstitution des stocks est toujours menacée par son propre succès.

Sur ce point précis, très peu de pays ont mis en place des législations qui insistent suffisamment sur la constitution des stocks à un niveau intéressant. Les États-Unis font partie des rares à avoir mis en place un tel système qui connaît pour l'instant un grand succès. Une grande partie de leurs stocks sont désormais reconstitués à un niveau qui permet une capture maximale. En Europe, si la reconstitution des stocks s'est amorcée depuis 4 ou 5 ans, elle est toujours menacée par le phénomène de convoitise que je viens de décrire. La surpêche continue et les flottilles sont aujourd'hui trop importantes.

Revue des Deux Mondes – Quelles sont les espèces les plus menacées ? Certaines ont-elles complètement disparu ?

Daniel Pauly – Nous n'aurions pas pu avoir cette discussion il y a 30 ans sans parler de morue. Ce poisson était présent dans le golfe de Gascogne, dans la Manche, dans la Mer du Nord... Il n'y en a désormais pratiquement plus. De façon générale, les espèces dites traditionnelles sont devenues rares. À Rungis, on trouve plus de poisson importé d'autres continents comme l'océan Indien que de poissons locaux.

Cela conduit à une situation curieuse. Tous les poissons que chacun connaît par ses souvenirs d'enfance, par ses grands-parents, sont désormais absents de nos tables et sont remplacés par des poissons venus de l'étranger. Et nous trouvons tout à fait normal de manger un poisson de l'océan Indien alors qu'ils ont littéralement remplacé ceux de la façade Atlantique et de la Méditerranée.

Revue des Deux Mondes – L'état de nos connaissances scientifiques au sujet des océans et de la faune maritime est-il suffisant pour agir contre la surpêche ?

Daniel Pauly – Nous avons aujourd'hui des connaissances bien suffisantes pour améliorer la gestion des pêcheries et rectifier la situation de la pêche. Ce qui manque, c'est une volonté politique. La question est « comment pousser les dirigeants politiques à faire ce qu'ils devraient faire ? ». On retrouve ici un phénomène similaire à celui du réchauffement climatique, au sens où l'interface entre la politique et la science fait faillite.

« Nous pouvons aujourd'hui être en capacité de résoudre le problème de la production de poisson, mais nous ne pouvons pas le faire. »

On nous demande aujourd'hui de faire l'impossible, c'est-à-dire trouver des prises pour tous les pêcheurs qui, dans le même temps, augmentent la capacité technique de leurs bateaux. Nous pouvons aujourd'hui être en capacité de résoudre le problème de la production de poisson, mais nous ne pouvons pas le faire en raison de tous les pêcheurs et des trop nombreux bateaux en activité. La seule solution qui a donc été trouvée est de faire en sorte que les pêcheurs ne pêchent plus de poissons... mais des subventions ! Cette solution hybride, politico-scientifique, permet certes à la pêche française de continuer, mais elle ne satisfait personne.

Revue des Deux Mondes – Vous expliquez que l’activité de pêche industrielle a développé 3 types d’expansion : une expansion géographique au sens où la pêche s’étend dans l’hémisphère sud, une expansion en terme de profondeur marine, et une expansion des espèces de poissons pêchés, non-exploités jusqu’à présent. Où en sommes-nous aujourd’hui ?

Daniel Pauly – Cette expansion est arrivée à son terme. L’expansion géographique couvre maintenant le monde entier. Il n’y a guère que l’Antarctique qui n’est pas investi par la pêche. Concernant la profondeur, les pêcheries commerciales vont jusqu’à 2000 mètres. Il s’agit de pêcheries subventionnées, car traîner un chalut à cette profondeur coûterait trop cher, compte tenu de la faible concentration de poissons qui s’y trouvent et de leur renouvellement très lent. La pêche en eaux profondes n’est jamais durable et ne peut fonctionner que dans un cadre subventionné.

La troisième expansion, l’expansion taxonomique, n’est pas totalement terminée. Mais nous trouvons déjà dans nos grandes surfaces des choses invraisemblables comme le surimi, ce faux poisson plutôt dégoûtant basé sur des fibres de chair pressée.

Revue des Deux Mondes – Comment répondre au défi de la surpêche ? Les solutions passent-elles par des aires marines protégées, par l’aquaculture... ?

Daniel Pauly – On pense bien sûr en premier lieu aux aires marines, mais le problème est que les flottilles sont trop grosses par rapports aux stocks qui, eux ne sont pas reconstitués. La nature produit elle-même des poissons que nous pouvons exploiter. Il suffit de ne pas réduire la biomasse, les stocks disponibles. Si on laisse une partie des poissons vivre dans leur milieu, la nature va produire un surplus que nous pouvons exploiter. Un surplus qui d’ailleurs peut devenir très important.

Il faut bien comprendre que la pêche ne produit pas son poisson, elle ramasse du poisson. Quand les ressources n’épuisent et que les pêcheurs ne peuvent plus gagner leur pain, la réponse traditionnelle en France et en Europe est de les subventionner. Or les subventions à la pêche sont une maladie qui maintient des structures de pêche qui, aujourd’hui, ne sont plus viables.

« La solution passe donc d’abord par l’imposition de quotas et la volonté de les faire respecter. »

Les subventions sont selon moi le problème principal. L’idée de subventionner une activité qui consiste à collecter les poissons que la nature produit est absurde. Les flottilles sont trop grosses par rapport à la productivité des ressources. Si la pêche était plus petite, plus limitée, les pêcheurs qui resteraient gagneraient leur vie et l’État n’aurait pas à financer des activités qui ne sont plus viables.

La solution passe donc d'abord par l'imposition de quotas et la volonté de les faire respecter. Ces quotas doivent être établis par les scientifiques, respectés et mis en application par les responsables politiques.

(Photo : Un bateau chilien pêche du maquereau / Ortiz Rojas / Wikimedia Commons)

Link: <https://www.revuedesdeuxmondes.fr/surpeche-les-subventions-sont-le-probleme-principal/>